

[Text]

We are suggesting that supplementary information certainly cannot do any harm, and it may well provide some insight for people who have not been able to pierce this inflation veil. That is really all we are suggesting. I think in the United States the Financial Standards Planning Board has now moved to that.

The Chairman: In their reports they give replacement cost earnings, and in their 10K they give the method of arriving at that. If you have read one, you will find it very difficult to follow through.

Senator Godfrey: I guess when I started off I accepted your definition of what depreciation was about, and it is exactly what the chairman said, but then at page 32 of your report you said:

In 1972, the Minister of Finance introduced a provision for the two-year write-off of new machinery and equipment by manufacturing and processing firms, a move designed to stimulate their capital investment. Although it mitigated the problems arising from historical cost depreciation, it did not eradicate them. Indeed, it would be more accurate to suggest that the inherent unsuitability of historical cost depreciation under inflationary conditions had the effect of undermining the purpose of this provision.

Now, talking to people who were in capital intensive industries when that was brought in in 1972, they thought it was the greatest thing that had ever happened; they were very happy about it. I have been out of the active practice of law for two and a half years, so I did a little checking up yesterday to see if they were still happy. In fact, I went to the extent of having lunch with three officials of Stelco. They have not paid any tax for three years, and they do not intend to pay any tax for another ten years! So how much more happy can you be when you do not pay any corporate tax whatsoever? But also they are unhappy—

Dr. Slater: I am unhappy.

Senator Godfrey: They are unhappy about the fact that you get an investment tax credit of 7 per cent. In order to use that type of investment tax credit you can only use it on 50 per cent of your profits and it expires in five years. The depreciation provisions are so generous that they cannot use the investment tax credit, which will expire in their case, I think next year. I think that they have to make a decision whether to throw out a profit so they can use the investment tax credit. They have decided not to. They are also talking about the \$200 million in depreciation that they have saved up so far, that they have not even used the new plant. They say, "That is unfair; we should have that indexed so that when we use it in nine years from now, we will not pay any tax, and if it is indexed it will be that much more."

Dofasco tell me too that it is the greatest thing that has ever happened. When they start their new \$225 million mill next

[Traduction]

Nous disons que ces renseignements ne font pas de tort et qu'ils peuvent même s'avérer utiles à ceux qui n'ont pas su interpréter l'inflation. C'est tout ce que nous disons. Je crois qu'aux États-Unis le *Financial Standards Planning Board* en est venu à cela.

Le président: Dans leurs rapports ils donnent les gains provenant du coût de remplacement, et aux 10K ils donnent la façon de les calculer. Si vous l'avez lu vous verrez que c'est difficile à suivre.

Le sénateur Godfrey: Au début j'ai accepté votre définition de l'amortissement qui correspond exactement ce que le président dit. Mais à la page 32 de votre exposé vous dites:

En 1972, le ministre des Finances a fait adopter une mesure permettant aux entreprises de fabrication et de transformation d'amortir en deux ans les nouveaux biens d'équipement et l'outillage, dans le but de stimuler les investissements dans ces secteurs. Bien que cette disposition ait eu pour effet d'atténuer les problèmes liés au calcul de l'amortissement à partir des prix d'acquisition, elle ne les a pas fait disparaître. En réalité, il serait plus exact de dire que les problèmes inhérents au calcul de l'amortissement selon les prix d'acquisition, en temps d'inflation, ont eu pour résultat d'affaiblir les effets escomptés de cette disposition.

Eh bien, lorsque nous en avons parlé aux représentants d'industries de capital lorsque cette mesure a été proposée en 1972, ils semblaient croire que c'était la meilleure amélioration apportée jusqu'à ce jour. Ils en étaient très contents. J'ai cessé de pratiquer activement le droit il y a deux ans et demi, et j'ai donc dû faire un peu de recherche hier pour voir s'ils étaient toujours contents. En fait, je suis même allé déjeuner avec trois représentants de Stelco. Ils n'ont payé aucun impôt depuis trois ans et n'ont pas l'intention de payer d'impôt sur le revenu pendant dix ans encore. Peut-on être plus heureux que lorsqu'on n'a aucun impôt sur le revenu des corporations à payer? Mais ils étaient aussi malheureux.

M. Slater: Je ne suis pas content.

Le sénateur Godfrey: Ils étaient malheureux du fait que vous obtenez un crédit d'impôt à l'investissement de l'ordre de 7 p. 100. Ce genre de crédit ne s'applique qu'à 50 p. 100 de vos profits et il expire en cinq ans. Les dispositions d'amortissement sont tellement généreuses qu'ils ne peuvent utiliser le crédit d'impôt à l'investissement qui expire, dans leur cas, l'année prochaine je crois. Ils devront prendre une décision, à savoir s'ils doivent supprimer des profits pour utiliser ce crédit d'impôt à l'investissement. Ils ont décidé de ne pas le faire. Ils ont également accumulé \$200 millions d'amortissement qu'ils n'ont pas utilisés dans le cas de leur nouvelle usine. Ils disent: «C'est injuste. Nous devrions faire indexer ce montant de manière à ce que lorsque nous l'utiliserons dans neuf ans, nous ne serons pas obligés de payer d'impôt. Et si ce montant est indexé, il sera augmenté d'autant.»

Dofasco m'a répété que c'était la meilleure chose qui leur soit jamais arrivée. Lorsqu'ils commenceront à construire leur